

Décloisonner

L'histoire de la revue s'imbrique étroitement dans celle de la Belgique. Davantage même, elle a su adopter, dès ses débuts, des positions de pointe qui ont lancé des débats souvent courageux sur des questions que d'aucuns évitaient d'aborder. Délibérément moderniste dans cette période d'après-guerre, la revue est portée par une volonté de déconfectionnaliser les affaires publiques, dictée par la conscience d'une nécessité. Il n'est plus question de repartir sur les mêmes bases. Tout est à reconstruire. Et démonter les cloisons idéologiques qui quadrillaient le paysage politique de l'époque exigeait bien quelques grains d'audace...

PAR SOPHIE CROWET¹

On peut s'interroger sur le sens à donner à la présence d'ecclésiastiques au sein du groupe de départ. Faut-il l'interpréter comme un signe de cléricisme, qui contredirait les objectifs exposés par La Revue Nouvelle à ses débuts? Selon André Molitor, il n'en est rien. Au vrai, la revue affichait une ligne nettement catholique et entendait donner aux études et travaux religieux une place de choix. « Il était naturel dès lors que son action s'inspire d'un dialogue permanent entre des laïcs et des clercs, lesquels au demeurant étaient des intellectuels de qualité, ouverts à tous les problèmes du pays et du monde² ». Pourtant, s'ils ont effectivement adopté des attitudes de pointe dans plusieurs domaines et particulièrement à l'époque dans celui de la théologie et de la philosophie, il ne leur était pas possi-

ble de forger une pensée ou de donner corps à des interrogations en dehors de la doctrine catholique, de la grille du christianisme.

En revanche ils avaient tous, à force de réflexions et de méditation silencieuse que cinq années de quasi isolement avaient encouragées, intégré la conviction que leur action ne se pouvait plus dessiner dans une Cité chrétienne mais que leur foi de chrétiens avait à s'incarner dans la société pluraliste de tous les hommes, « sans y constituer un ghetto mais dans une collaboration poussée aussi loin que possible avec ceux qui ne partageaient pas [leur] foi³ ». Cette conviction les amena à aborder, à l'approche des législatives de 1946, le problème des partis politiques.

CINQUANTE ANS, REBONDIR

**L'U.D.B. OU LA SORTIE
DU « GHETTO »**

La victoire des alliés et celle de la démocratie compliquaient considérablement les possibilités de remise en cause des partis traditionnels qui existaient en Belgique à cette époque. Pourtant, l'horizon des législatives de 1946 se dessinait à traits de plus en plus nets, et à cette occasion, certains de ces partis sentaient la nécessité de se renouveler pour participer. « Une bonne partie de l'opinion publique pensait que la guerre avait provoqué l'effondrement irrémédiable des anciens cadres politiques. L'ancien clivage clérical-anticlérical semblait définitivement enterré, au profit de clivages économique-sociaux. On estimait que la Belgique entrait dans la voie d'une "éconfessionnalisation" de la vie publique⁴ ». Porté par l'atmosphère de l'époque, le Parti catholique prit le nom de Parti social chrétien, marquant une volonté de s'ouvrir aux non-croyants tout en gardant sa référence aux valeurs chrétiennes. Le P.O.B. s'ouvrait lui aussi aux enjeux d'avenir et devenait le Parti socialiste belge.

Mais ce qui éveillait particulièrement l'intérêt de La Revue Nouvelle, était de pouvoir mettre en exergue les possibilités qui s'offraient aux catholiques de trouver des tribunes d'expression qui d'une part correspondaient à leurs exigences de conscience et d'autre part leur permettaient de ne pas s'enfermer définitivement dans un bloc unique, représenté pour l'heure par le Parti catholique. L'arrivée sur la scène politique d'un parti nouveau — l'Union démocratique belge (U.D.B.) — allait être pour les gens de la revue l'occasion d'exprimer ouvertement leur position « dissidente » et de relever l'opportunité que représentait pour

les chrétiens l'arrivée de cette nouvelle formation.

Initiative d'un groupe de chrétiens et de quelques socialistes, l'U.D.B. avait pour objectif « de dépasser les querelles confessionnelles et créer un parti axé sur un programme de progrès social que l'on [pourrait] qualifier de travailliste⁵ ». Cette préoccupation rencontra symétriquement celles de La Revue Nouvelle. Par ailleurs, plusieurs membres de la revue, dont William Ugeux, militaient au sein de ce nouveau parti. Néanmoins, l'attitude que développa la revue à l'égard des enjeux politiques de l'époque ne fut pas « manichéenne », autrement dit, elle ne prit pas une position carrée, optant sans nuances pour l'un ou l'autre.

L'apparition de l'U.D.B. avait donné naissance dans le monde catholique à de nombreuses controverses, et bien que le comité de la revue prit une position courageuse, il n'était pas enclin à provoquer une rupture tant avec son « milieu matriciel », qu'au sein même de l'équipe où tout le monde ne partageait pas les mêmes positions à l'égard de la formation nouvelle. « On nous pressait de faire un choix, raconte André Molitor, entre telle thèse ou telle autre, entre deux ou plusieurs partis, et de dire celui que nous soutenions. [...] Nous étions unis par la volonté de promouvoir certaines valeurs : les valeurs chrétiennes, la justice sociale, la démocratie politique, et de les voir traduire en actions concrètes. Sur ces points [...] nous étions intransigeants. Que sur d'autres moins importants à nos yeux, nous ne fussions pas d'accord, nous paraissait secondaire. Cela ne devait pas être un motif pour nous séparer avec des excommunications réciproques, ou de rechercher à tout prix une unité irréalisable. Dans certains cas même, la

CINQUANTE ANS, REBONDIR

dualité ou la pluralité des points de vue nous semblait positive. C'était le cas pour le problème des partis⁶ ».

LA VÉRITÉ N'EST JAMAIS SIMPLE

Sur cette base, la revue publia, le 1^{er} octobre 1945 un éditorial intitulé « Devant les partis », dans lequel elle « décortiquait » les possibilités de vote qui s'offraient aux catholiques. En résumé, l'article disait que deux options se présentaient à eux : celle du vote favorable au Parti catholique et celle du vote en faveur de l'U.D.B. La revue considérait comme une chance l'alternative qui se profilait et il lui paraissait « utile et heureux que [les catholiques] puissent avoir le choix et qu'ils ne soient pas forcés de s'inféoder en bloc à une formation unique⁷ ». Elle rappelait en conclusion son attitude générale, sachant que nombreux seraient ceux qui l'accuseraient de ne pas adopter de position suffisamment claire. Elle s'insurgeait contre les réactions trop simples précisant que « dans des domaines qui [...] relèvent de la liberté de jugement de chacun, la vérité n'est jamais simple⁸ ». Elle reconnaissait qu'il lui aurait été plus aisé d'encourager un vote massif pour le P.S.C. en rejetant sans nuances l'U.D.B. ou au contraire de prôner l'« hérésie », en incitant ses lecteurs à opter pour le nouveau parti. Mais elle s'y refusait absolument, jugeant que cette attitude aurait été spécialement malhonnête et irrespectueuse à l'égard de ses lecteurs auxquels elle ne voulait en aucun cas « imposer à coup de formules des appréciations grossières qui ne correspondent que de très loin à la vérité ». Elle clôturait son éditorial en réaffirmant qu'elle voulait être et rester « un des ces lieux où, au-dessus du travail des partis, mais sans pour

cela "siéger au plafond" ou dans les nuées, elle tenterait de définir [...] les lignes directrices d'une politique soucieuse uniquement du bien commun ».

Comme de juste, cet article suscita les foudres de l'évêché de Malines, spécialement du cardinal Van Roey, qui le déclara, publiquement, inopportun. Estimant qu'il fallait au contraire œuvrer à « l'union et la concorde » des catholiques, il désapprouva complètement la position de la revue et s'en plaignit à l'abbé Jean Jadot. Un courrier émanant d'André Molitor fut envoyé au cardinal ainsi qu'à tous les évêques, dans lequel il proclamait la bonne foi qui avait dicté l'écriture de l'article « mis au pilori » soulignant que « la revue pensait avoir des raisons sérieuses de croire que devant les divergences de vues qui opposent les catholiques belges dans plusieurs domaines, la possibilité d'option entre deux partis était la solution la plus favorable aux intérêts spirituels⁹ ».

Cet épisode permit à la revue d'affirmer son indépendance à l'égard du Parti catholique et sa volonté de demeurer seule maîtresse de ses choix. En toute liberté. Cette préoccupation d'indépendance par rapport à toute forme d'appareil s'était par ailleurs déjà manifestée lorsque, à la fin de la guerre, André Molitor refusa la proposition du groupe de La Relève, proche du P.S.C. et dirigé par Arthur Gilson, de s'associer aux efforts de rénovation du Parti catholique. C'est dans ce même esprit que quelques années plus tard, en 1951, André Molitor qui venait d'être appelé à exercer les fonctions de chef de Cabinet auprès de Pierre Harmel, renonça momentanément à son poste de directeur de la revue, afin de garantir la liberté de parole de la publication et que ne soit pas associé

CINQUANTE ANS, REBONDIR

à ses prises de positions ou ses jugements à l'égard du gouvernement le nom de Pierre Harmel, alors ministre de l'Instruction publique.

DIALOGUER POUR MIEUX COMPRENDRE

Le souci majeur l'objectif ultime poursuivi par les membres de la revue était de faire en sorte que la question du religieux cesse d'être une barrière dans l'approche des domaines politique et social. Poursuivant cette logique, la revue se pencha sur l'étude des distinctions qui existent (existaient?) entre la gauche et la droite estimant que les enjeux de la démocratie s'articulaient étroitement autour de ces deux pôles. Ce travail de réflexion et d'analyse déboucha tout naturellement sur une préoccupation plus précise, celle des relations qu'il était possible de développer entre les chrétiens et les socialistes.

Jusque là, ce qu'il est convenu d'appeler l'intelligentsia chrétienne ne s'était guère intéressée à l'approche des thèses marxistes. Or, l'esprit de coopération qui s'était manifesté entre les résistants de toutes tendances idéologiques pendant la Seconde Guerre mondiale, les tentatives des marxistes, après-guerre, de favoriser une action commune avec les chrétiens dans un objectif de prolongement de la paix et de l'unité qui s'étaient amorcées pendant le conflit, ainsi que l'intuition que ces thèses nouvelles allaient pour une grande part marquer de leur empreinte la configuration de l'humanité à venir, incitèrent les intellectuels chrétiens à se pencher sur elles avec la plus grande attention.

Ainsi en alla-t-il pour La Revue Nouvelle. En Belgique, les socialistes étaient à cette époque, les principaux

représentants de la pensée de gauche en Belgique, dans laquelle fermentaient les germes du courant de laïcité et d'anticléricalisme semés au siècle passé. La Revue était convaincue qu'il fallait ouvrir la voie d'une confrontation des idées et d'un dialogue. Elle noua des contacts étroits avec les membres des Cahiers socialistes qui adoptaient vis-à-vis du Parti socialiste belge le même type de position que celui pour lequel la revue avait opté à l'égard du Parti social-chrétien. Les échanges se sont alors élaborés dans un esprit de critique positive, cherchant à éclairer les éléments de rapprochement plutôt que ceux de divergence. Cette démarche permit à la revue non seulement de percevoir avec plus de netteté et de précision ce que recouvrait le socialisme en Belgique mais aussi et surtout de dessiner les contours d'une possibilité de collaboration. Approche de démocrates sincères qui envisagent la démocratie non comme un acquis invariable mais au contraire comme une entreprise difficile et fragile sans cesse à construire et à envisager, et au profit de laquelle il faut rassembler des points de vue complémentaires, bâtir avec les différences une force constructive. Cette logique particulière est toujours celle qu'embrasse la revue actuellement, même s'il s'avère plus complexe à l'heure actuelle d'identifier les interlocuteurs et leur position.

CHRÉTIEN ET PLURALISTE

Ces différents éléments de fait sont particulièrement aptes à révéler les spécificités de La Revue Nouvelle et à mettre en lumière les principes qui ont guidé sa démarche et son projet dans les premiers temps de son existence. Ils permettent de dégager son carac-

CINQUANTE ANS, REBONDIR

tère indéniablement chrétien mais néanmoins ouvert à une vision pluraliste de la société, forgé par la volonté de ne pas se retrancher dans des positions arrêtées et prédéfinies mais au contraire enclin à participer activement au renouvellement des forces démocratiques nécessaires à la conduite de la cité. Ils montrent également que l'indépendance dont se revendique la revue n'est pas un vain mot — même si cette position n'est pas toujours aisée à assumer, entraînant quelquefois un sentiment d'isolement et de « sacrifice ». Enfin, ils laissent entendre que la revue a résolument choisi de s'orienter vers l'avenir,

trouvant assise dans le passé et le présent pour développer des positions de pointe, dans un esprit de progrès, sans toutefois faire l'impasse sur sa responsabilité sociale. Cette exploration amène dans une même lancée à penser que son esprit d'ouverture et de dialogue résulte d'une volonté de ne pas s'enfermer et de se méfier des étiquettes qui se limitent à encercler, souvent trop hâtivement, l'essence d'une démarche qui s'avère en réalité plus complexe.

Sophie Crowet

1 Extrait de *La Revue Nouvelle, 1945-1995, une identité interrogée*, « D'une vision chrétienne ouverte au pluralisme à une vision pluraliste de souche chrétienne ». Travail de fin d'études, Institut supérieur de formation sociale et de communication, Bruxelles, juin 1995.

2 André Molitor, *Souvenirs, un témoin engagé dans la Belgique du XX^e siècle*, Document Duculot, Paris-Gembloux, 1984.

3 *Ibid.*

4 Alain Sterckx, *La Revue Nouvelle - 1945-1969, Contribution à l'étude de l'opinion catholique en Belgique*, U.C.L., Louvain-la-Neuve, 1981, p. 190.

5 *Ibid.*, p. 202.

6 André Molitor, *op. cit.*, p. 203.

7 *La Revue Nouvelle*, « Devant les partis », octobre 1945, Tome II, p. 257-265.

8 *Ibid.*

9 Extraits de la lettre d'André Molitor au cardinal Van Roey, archevêque de Malines-Bruxelles datée du 2 novembre 1945.